

**CAMPUS SANTE  
BATIMENT 2  
RESTRUCTURATION DEUXIEME ETAGE**

**C C T P**

Octobre 2025

**Maitrise d'ouvrage**

Université de Rennes  
Campus de Beaulieu  
263 avenue du Général Leclerc  
35042 RENNES Cedex

**Maître d'œuvre**

Direction de l'Immobilier et de la Logistique  
Campus de Beaulieu  
263 avenue du Général Leclerc  
35042 RENNES Cedex

## 00 : GENERALITES T.C.E

### 00.1 DEFINITION DE L'OPERATION

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet les travaux de restructuration d'une partie des bureaux et salles de cours situés au deuxième étage du bâtiment 2 du Campus Santé situé avenue du Professeur Léon Bernard à RENNES (35).

### 00.2 PRESCRIPTIONS COMMUNES PARTICULIERES

#### 00.2.1 - LISTE DES INTERVENANTS

**MAITRE D'OUVRAGE : UNIVERSITE RENNES**

Campus de Beaulieu, bâtiment 1  
263 avenue du Général Leclerc  
35042 RENNES Cedex  
Tel. : 02 23 23 36 36

**MAITRE D'OEUVRE : UNIVERSITE RENNES**

Direction de l'Immobilier et de la Logistique  
Campus de Beaulieu, bâtiment 20  
263 avenue du Général Leclerc  
35042 RENNES Cedex  
Tel : 02 23 23 62 22

**BUREAU DE CONTROLE :**

SOCOTEC  
Immeuble Le Noven  
318 route de Fougères  
35706 RENNES Cedex 7  
Tel : 02 99 83 47 00

**COORDINATEUR SPS :**

Bureau VERITAS  
6 rue de la Carrière  
35577 CESSON SEVIGNE Cedex  
Tel : 02 40 92 07 12

## **00.2.2 - LISTE DES LOTS**

LOT 01. DEMOLITION – DESAMIANTEGE **intégrant la PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE n°1**

LOT 02. CLOISONNEMENT - DOUBLAGE - MENUISERIE INTERIEURE – AGENCEMENT **intégrant la PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE n°1**

LOT 03. FAUX-PLAFONDS **intégrant les PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLE n°1 et 2**

LOT 04. PEINTURE - SOL SOUPLE **intégrant la PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE n°1**

LOT 05. ELECTRICITE Courants forts et faibles **intégrant la PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE n°2**

LOT 06. PLOMBERIE - CHAUFFAGE – VENTILATION **intégrant la PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE n°1**

## **00.2.3 - NORMES**

Les travaux seront exécutés conformément aux documents réglementaires et normatifs cités dans l'énumération des pièces contractuelles du marché.

Ces documents de référence applicables sont ceux dont le mois de publication figurant sur le document est antérieur de 2 mois à celui du lancement de la consultation, sauf si la prise en charge par l'assurance des contractants ou de la maîtrise d'œuvre est subordonnée à l'application du document dès sa parution. Dans ce cas, il sera aussitôt applicable et donnera lieu à un avenant au marché s'il comporte des incidences économiques.

Ces documents sont les suivants :

- les lois et textes réglementaires en vigueur, compte tenu de la nature et de la localisation des ouvrages
- les cahiers des charges DTU et règles de calcul DTU, ainsi que leurs renvois, à l'exception des cahiers des prescriptions spéciales
- les normes AFNOR homologuées annexés
- les avis techniques du CSTB pour les ouvrages qui en sont justiciables

Le cahier des prescriptions techniques pourra, en outre, faire référence de manière expresse, à d'autres documents, en particulier :

- recommandations publiées par des organismes techniques
- règles techniques contenues dans les textes applicables aux marchés publics même si le marché n'en relève pas
- spécifications de mise en œuvre par les fabricants, etc...

L'entreprise est réputée avoir parfaite connaissance de ces documents. Si tel n'était pas le cas, elle pourra éventuellement se renseigner auprès du Maître d'œuvre.

Lorsque des références figurent dans le CCTP, elles ne sont destinées qu'à attirer l'attention de l'Entrepreneur.

### **Normes fondamentales**

Le présent CCTP reprend en ce qui concernent les grandeurs physiques, les équations, les symboles de grandeurs et d'unités, les systèmes cohérents d'unités, spécialement le Système International d'unités (SI), les normes :

- NF EN ISO 80000 : Grandeurs et unités ; principes généraux
- FD X 02 : Normes fondamentales ; principes de l'écriture des nombres, des grandeurs, des unités et des symboles
- NF X 02-004 : Normes fondamentales ; noms et symboles des unités de mesure du système international d'unités (SI)
- NF X 02-006 : Normes fondamentales ; le système international d'unités ; description et règles d'emploi ; choix de multiples et de sous-multiples

### **Normes de performance**

Les performances des différents composants dans le bâtiment seront conformes aux normes :

- NF P 05-300 : Normes de performances dans le bâtiment ; principes d'établissement et facteurs à prendre en compte
- NF P 05-311 : Normes de performances dans le bâtiment ; présentation des performances des cloisons non porteuses construites avec des composants de même origine
- NF P 05-321 : Normes de performances dans le bâtiment ; présentation des performances des façades construites avec des composants de même origine
- NF P 05-341 : Normes de performances dans le bâtiment ; présentation des performances des planchers préfabriqués en béton armé ou précontraint

### **00.2.4 - CLASSEMENT DU BATIMENT**

Au sens de la sécurité incendie, le bâtiment 2 fait partie d'un ensemble classé comme suit:

- ERP types R, L, N
- Catégorie : 1ère

L'ensemble des ouvrages devra être conforme aux règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, suivant arrêté du 25 Juin 1980 modifié et complété.

### **00.2.5 - LISTE DES PLANS**

Aux présentes pièces écrites, sont adossés des **plans architecturaux** et des **plans techniques**.

### **00.2.6 - REPONSE A L'APPEL D'OFFRES**

#### **Visite sur le site**

L'Entrepreneur devra se rendre compte par une visite préliminaire au dépôt de son offre, de l'état des lieux en vue d'examiner l'emplacement du terrain et des futures constructions, des modalités d'accès, d'approvisionnements et de stockage, des difficultés éventuelles d'exécution des travaux (présence de lignes électriques ou contraintes dues aux bâtiments voisins, etc...) et en général des sujétions locales à prendre en considération pour sa spécialité.

### **Déroulement du chantier**

L'entreprise ELECTRICITE soumettra un plan d'installation de chantier du deuxième étage du bâtiment 2 au Maître d'œuvre, pour approbation.

### **Connaissance du projet**

Les entreprises reconnaissent avoir la parfaite connaissance de l'ensemble des pièces contractuelles, ainsi que de la réglementation technique s'appliquant aux travaux qu'ils ont à réaliser. Elles ont la faculté de se rendre sur place pour apprécier les incidences de tous ordres, liées au site et à son environnement. Elles ne pourront donc prétendre à aucun supplément au prix qu'elles auront consenti, en raison de la méconnaissance du projet.

### **Limites de prestations**

Les limites de prestations sont indiquées dans les différents CCTP.

## **00.2.7 - QUALIFICATION DES ENTREPRISES**

Les entreprises soumissionnaires, ainsi que les sous-traitants éventuels proposés, devront justifier auprès du Maître d'ouvrage lors de la remise de prix, de leur(s) qualification(s) professionnelle(s) sur le (ou les) corps d'état et les ouvrages pour lesquels elles soumissionnent.

Elles devront joindre à leur offre une liste de leurs références, ainsi que l'indication des moyens potentiels dont elles disposeront pour mener à bien l'exécution des travaux pour lesquels elles soumissionnent.

Les modalités de ces justifications sont précisées dans le Document de Consultation des Entreprises.

En outre, l'Entrepreneur, de par son acceptation du marché, sera réputé ne faire intervenir que des équipes compétentes, voir spécialisées.

## **00.2.8 - PLANS D'EXECUTION ET DESSINS DE DETAILS**

Les entrepreneurs devront établir tous les plans d'exécution et les dessins de détails leur incombant dans le cadre de l'exécution de leur marché, et que le Maître d'Oeuvre jugera utile à la bonne exécution des ouvrages.

Ces plans et dessins seront établis d'après les plans PRO établis par le Maître d'Oeuvre et devront respecter les dispositions, principes et aspects des plans de ce dernier.

Ces plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres etc... utiles.

Les travaux ne pourront être commencés avant approbation de ces plans et dessins par le Maître d'Œuvre.

Cette approbation toutefois ne diminuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière.

## **00.2.9 - INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les installations seront conformes au P.G.C.S.P.S., au C.C.A.P. et au présent C.C.T.P., dans cet ordre de préséance.

### **ORGANISATION**

L'Entreprise titulaire du lot ELECTRICITE devra prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'espace public. Elle aura en outre la responsabilité de l'hygiène et de la sécurité du chantier et de ses abords conformément à la législation et la réglementation, de telle manière que le Maître d'ouvrage ne soit pas inquiété ou poursuivi à ce sujet.

Cette Entreprise devra installer les panneaux d'interdiction de pénétrer sur le chantier ainsi que tous ceux permettant le balisage et la circulation aux abords du chantier.

Les Entreprises dans leur ensemble, devront prévoir toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter les nuisances vis à vis des occupants.

### **INSTALLATION**

Installation propre à chaque entreprise.

Chaque entreprise sera tenue d'inclure dans ses prix unitaires, ses frais d'installation nécessaire à la bonne marche de ses travaux.

Dès l'approbation du marché, pendant la période de préparation, l'entreprise du lot ELECTRICITE sera tenue de présenter pour approbation par le Maître d'œuvre, un schéma d'organisation de chantier, dans un délai de 10 jours.

Devront figurer sur ce schéma, l'emplacement des branchements provisoires de chantier, les zones de stockage du matériel et des approvisionnements, etc. ...

L'entrepreneur du lot ELECTRICITE devra assurer l'organisation matérielle du chantier, chaque entrepreneur restant responsable de la sécurité d'ensemble conformément au droit commun.

Après avoir pris connaissance du contenu de l'ensemble des travaux, l'entrepreneur proposera avec son offre le principe d'organisation de son installation de chantier.

Les entreprises doivent prendre toutes dispositions utiles pour que les installations de chantier soient maintenues en place de façon permanente, qu'elles ne soient pas démontées et ne soient pas dégradées.

Il appartiendra aux entreprises concernées, après demande formulée à la Maîtrise d'oeuvre et accord du Maître de l'Ouvrage, d'assurer les déplacements et remises en place et en état nécessités par les impératifs du chantier.

### **00.2.10 - REUNIONS DE CHANTIER**

Les réunions de chantier devront être suivies régulièrement par tous les Entrepreneurs qui devront y donner les suggestions ou les problèmes qu'ils auraient pu rencontrer dans la préparation de leur lot, sous peine d'une amende forfaitaire par absences non justifiées (voir CCAP pour pénalités).

### **00.2.11 - STOCKAGE DES MATERIAUX**

Les stockages et dépôts de matériaux devront obligatoirement être effectués à des emplacements ayant reçu l'agrément du Maître d'œuvre.

Pour toute demande de stockage à l'intérieur des bâtiments, l'entrepreneur devra solliciter l'accord du Maître d'œuvre, par écrit ou lors d'un rendez-vous de chantier avec réponse consignée au compte-rendu.

### **00.2.12 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.)**

Chaque entrepreneur est tenu de fournir ses D.O.E. au Maître d'ouvrage en **2 exemplaires** (1 ex. papier et 1 ex. électronique).

Pour l'établissement des D.O.E., chaque entrepreneur est tenu de fournir au Maître d'Ouvrage :

- au plus tard lors de la demande de réception, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, ainsi que tous les éléments d'informations nécessaires à leur utilisation.
- à l'appui de sa dernière situation de travaux, les plans d'exécution des ouvrages, corrigés ou complétés, correspondant aux dispositions et prestations effectivement réalisées.

#### **Contenu des D.O.E.**

Chaque dossier sera composé :

- d'une page de garde indiquant "Dossier DOE", la date de production, le nom de l'opération, le N° et le titre du lot traité
- du sommaire des pièces composant le dossier DOE : liste complète des plans (avec n° et titres) et liste complète des documentations des matériels et fiches techniques
- des plans des ouvrages exécutés, avec sur le cartouche de chacun des plans, mentionné "DOE + la date" et le nom de l'entreprise auteur du DOE
- du CCTP du lot
- des documentations et fiches techniques de chaque matériel et appareillage mis en œuvre
- des Procès-Verbaux d'essais des produits et matériaux mis en œuvre
- et de tous les éléments et demandes complémentaires formulés dans les rapports PGCSPPS et DIUO concernant les D.O.E.

#### **Établissement des D.I.U.O.**

Les plans D.O.E. pour l'établissement des D.I.U.O. mettront en évidence :

- tous les organes de coupure avec localisation et conditions d'accès des zones concernées par la coupure
- toutes les trappes d'accès avec localisation en plan (avec détails techniques des organes rencontrés derrière chaque trappe)
- les cheminements d'accès aux locaux techniques et les moyens de sécurité
- les plans de synthèses des réseaux enterrés et réseaux en faux plafonds (éclairage, détecteurs, bouches VMC, etc...)
- le repérage des matériaux : faux plafond, sols, revêtements muraux, vitrages, ...
- et tous autres éléments indiqués comme devant être intégrés dans les DIUO suivant pièces écrites élaborées par le Coordonnateur SPS

#### **00.2.13 - NETTOYAGE DU CHANTIER**

Se reporter aux documents suivants :

- au PGCSPPS établi par le Coordonnateur SPS
- au CCAP établi par le Maître d'ouvrage
- aux prescriptions propres à chacun des lots

En cas de défaillance ou d'insatisfaction de la part d'une ou de plusieurs entreprises, le Maître d'oeuvre sollicitera une équipe de nettoyage qui sera chargée d'effectuer les nettoyages non exécutés ou mal exécutés et cela aux frais exclusifs du ou des défaillants.

Avant la livraison de l'opération, la remise en état des lieux sur l'emprise du chantier et en bordure de celle-ci sera effectuée par le lot ELECTRICITE chargé des frais d'installation commune : il démontera ses installations provisoires et remettra les lieux en état.

Il est rappelé que tout manquement d'une entreprise à l'évacuation de ses propres gravois, déblais, etc... donnera lieu aux pénalités prévues au CCAP.

#### **00.2.14 - BORDEREAU QUANTITATIF ESTIMATIF**

Une décomposition du prix forfaitaire sera présentée par les Entreprises à l'appui de leur offre. Celle-ci sera établie en respectant la codification du présent CCTP, concernant les articles du bordereau.

L'ensemble des frais de toutes natures imputables aux Entreprises, ainsi que les incidences d'installation, de location et de repli des matériels de chantier, de remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés et de nettoyage, sera inclus dans les prix du bordereau présenté.

Les offres devront être conformes au projet de base tel que défini par le présent CCTP et les documents graphiques qui s'y attachent.

Il est rappelé que les quantités éventuelles d'ouvrages précisées dans le présent C.C.T.P. ne sont données qu'à titre indicatif pour mieux fixer l'importance des travaux, mais ne sont en aucun cas limitatives. Les Entreprises devront obligatoirement en vérifier l'exactitude et si nécessaire les rectifier, afin de fournir un bordereau quantitatif estimatif forfaitaire.

### **00.3 PRESCRIPTIONS COMMUNES GENERALES**

#### **00.3.1 - CARACTERISTIQUES DU CCTP**

Tous les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions de la norme française NF P 03-001 d'octobre 2017 Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés (CCAG) et du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

L'Entreprise doit prendre connaissance des CCTP des autres corps d'état. Elle ne peut se prévaloir d'aucune omission dans le CCTP la concernant si la prestation omise est rappelée dans le CCTP d'un autre lot.

L'Entreprise est tenue d'avertir le Maître d'œuvre au cas où la concordance n'est pas parfaite entre le CCTP et les plans. De même, si elle estime que les ouvrages décrits ne sont pas conformes aux règles de l'art, l'Entreprise doit en référer au Maître d'œuvre avant toute exécution. En conséquence, l'Entreprise ne pourra jamais arguer que les erreurs ou omissions aux plans et devis puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Le CCTP et les plans ne limitent pas les ouvrages à prévoir mais fixent le résultat à atteindre, l'Entreprise restant responsable des moyens pour atteindre ce résultat. L'Entreprise devra notamment, l'ensemble des installations de chantier qui lui seront nécessaires pour effectuer les travaux de son lot, ainsi que les prestations intéressant la sécurité du chantier dans les conditions réglementaires en vigueur.

Toutes solutions techniques proposées par l'Entreprise devront se conformer aux recommandations des fabricants et avoir reçu l'avis favorable du Maître d'Ouvre. L'Entreprise fera son affaire des incidences techniques et financières qu'entraînerait l'application d'une "variante" proposée par elle et acceptée par la Maîtrise d'ouvrage.



Il est rappelé que les délais d'exécution ne sauraient en aucune manière que ce soit avoir une quelconque incidence sur le choix de produit et de leur mise en œuvre.

Les ouvrages sont réputés complets. Ils sont définis par les pièces dessinées en plans, coupes, façades, par un carnet de détail joint dans le dossier de consultation et par le présent CCTP. L'ensemble de ces documents constituant un tout qui définit la prestation. Une omission dans un de ces documents ne soustraira pas l'Entrepreneur à l'obligation d'exécuter les ouvrages tels qu'ils sont, soit dessinés, ou décrits pour le montant global du marché. Il aura prévu dans son offre, les ouvrages de sa profession qui seront nécessaires et qui n'auraient pas été précisés dans les documents ci-dessus.

Quel que soit le système employé l'Entreprise devra joindre à son offre un planning détaillé indiquant le temps d'exécution de chaque groupe d'ouvrage de son lot.

L'Entreprise doit réaliser l'ensemble des travaux de son lot suivant les règles fondamentales de l'art de sa profession, conformément aux réglementations, normes, prescriptions, règles de calculs, cahier des clauses techniques, cahier des clauses spéciales et documents annexes DTU propres à chaque corps d'état, en vigueur à la date de remise des offres.

L'Entreprise doit utiliser les matériaux et produits dont les caractéristiques, de dimensions, formes, qualités de matériaux employés dans les travaux, sont fixés en fonction des cahiers des clauses techniques du DTU de chaque corps d'état, mis à jour à la date de remise des offres.

Chaque Entreprise est tenue de réaliser ses propres travaux en tenant compte des réservations et des préparations nécessaires à la bonne exécution des ouvrages des autres corps d'état, sans que ceux-ci aient à engager des ouvrages supplémentaires hors des travaux normaux de leur lot.

La terminologie employée au présent CCTP sera conforme à la norme NF P 00-001 "Bâtiment et génie civil" - Vocabulaire - Partie 1 : Termes généraux.

### **00.3.2 - REGLEMENTATION TECHNIQUE**

Les documents techniques, législatifs et réglementaires applicables aux travaux de bâtiment ne sont pas tous cités dans les fascicules du présent CCTP. Les entreprises déclarent en avoir parfaite connaissance et prendront toutes les dispositions requises afin que les ouvrages réalisés y soient conformes.

#### **Documents techniques applicables**

- l'ensemble des fascicules CCTG, dernière liste parue au Journal Officiel à la date de signature du marché
- les Normes Françaises et les mémentos DTU y compris additifs et errata à la date de signature du marché
- la réglementation incendie, la réglementation acoustique et thermique des bâtiments d'habitation

Les documents techniques et réglementaires définissent la base minimale des prestations. Les prescriptions particulières des pièces contractuelles du marché seront également à respecter, dans le cas où elles définissent des astreintes complémentaires.

### **00.3.3 - HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER**

Les Entreprises seront responsables du respect des obligations particulières fixées par la loi du 31 décembre 1993 et le décret d'application du 26 décembre 1994, relatifs à l'hygiène et à la sécurité des chantiers.

La mise en place des moyens et protections de sécurité nécessaires sera réalisée conformément aux instructions du PGCSPP établi par le Coordonnateur SPS désigné par le Maître d'ouvrage.

Une information claire et précise sera diffusée à tous les intervenants, en particulier aux ouvriers, sur le respect scrupuleux des mesures de protection mis en place sur ce chantier.

Ces moyens de sécurité définis en concertation avec le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et organisme chargé de la sécurité seront consignés sur un document qui sera connu de tous par une diffusion générale et affichage dans la baraque de chantier.

Les Entreprises seront vigilantes sur le maintien des installations de sécurité pendant le chantier et lors des périodes de chantier.

Chaque Entreprise défaillante sera pénalisée après décision collégiale (entre Maître d'œuvre et Maître d'ouvrage et Coordonnateur SPS). Les récidives pouvant aller jusqu'à l'exclusion du chantier et la résiliation du marché.

#### **00.3.4 - VERIFICATIONS**

Chaque Entreprise est tenue de vérifier l'ensemble des documents fournis. Elle ne pourra en aucun cas s'appuyer sur des imprécisions, omissions ou erreurs existantes sur les documents fournis, pour éluder la responsabilité d'un ouvrage non conforme aux règles de l'Art ou dont l'exécution laisserait à désirer.

Avant toute mise en œuvre, l'Entreprise s'assurera de la possibilité de suivre les indications et cotes fournies, pour l'exécution de ses travaux.

En cas d'impossibilité, elle en référera immédiatement au Maître d'œuvre. Il ne pourra en aucun cas modifier le projet du Maître d'œuvre, mais devra signaler toutes modifications qu'elle croirait utile d'y apporter.

En tant que spécialiste, elle provoquera tous renseignements sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet, et devra compléter les dessins qui lui seront remis par le Maître d'œuvre. Faute de se conformer aux présentes prescriptions, elle deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

#### **IMPORTANT : CONTRADICTIONS ENTRE LES PLANS ET LE PRESENT CCTP :**

**Il est notifié à l'entreprise que les plans et le CCTP sont complémentaire entre eux.**

**Dans le cas où l'entreprise constaterait un manquement nécessaire à une mise en œuvre réglementaire, une contradiction ou une incohérence entre le CCTP et les plans lors de l'établissement de son offre, elle devra en avvertir le Maître d'œuvre avant la remise de sa proposition.**

**Dans le cas contraire, toute incohérence, manquement ou contradiction du dossier d'appel d'offres sera réputée connue et prise en compte dans l'offre de l'entreprise ainsi que toutes les conséquences techniques et financières qui en résultent.**

**Par défaut, lorsqu'un ouvrage est prévu seulement sur l'un des 2 documents (plans ou CCTP), l'entrepreneur devra le chiffrer.**

#### **00.3.5 - MATERIAUX, MATERIELS**

##### **FOURNITURES, MARQUES COMMERCIALES**

Dans le présent document, certaines prestations sont définies à l'aide d'une marque commerciale suivie de la mention "ou équivalent". Les marques de matériaux et produits indiqués dans le CCTP sont données à titre indicatif. Elles ont été choisies en référence, soit pour leurs caractéristiques techniques, leur comportement au feu, leur aspect ou leurs qualités.

Les entreprises pouvant proposer toutes autres marques à qualités et caractéristiques comparables, lors de la remise des offres en joignant les références des produits ou matériaux qu'il se propose d'employer ainsi que les fiches techniques correspondantes par prestation.

Tout produit ne faisant pas l'objet d'un avis technique ou n'étant pas couvert par une assurance, ne pourra être pris en considération, sauf stipulations contraires dans le CCTP.

L'Entreprise peut proposer une autre marque, qu'elle doit faire figurer clairement dans sa proposition.

Dans le cas où les Entreprises proposeraient des matériaux ou matériels différents, lesdites fournitures devront avoir des caractéristiques au minimum égales à celles demandées aux plans qualitatif, fonctionnel et esthétique.

Elle devra dans ce cas, fournir à l'appui de son offre, les documentations techniques sur le matériel proposé ainsi que tout échantillon qui pourrait lui être demandé, par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre, qui seront seuls habilités à apprécier l'équivalence.

Le choix définitif, étant arrêté par le Maître d'Ouvrage, sur les conseils du Maître d'œuvre. Dans le cas où cette appréciation serait négative, les Entreprises devront fournir le matériel préconisé par le CCTP.

Dans tous les cas les Entreprises devront fournir un dossier technique du produit incluant l'avis technique en cours, visé par l'Entrepreneur pour tout produit, matériels ou appareils, ceci un mois au plus tard après la signification de l'ordre de service (soit pendant la période de préparation du chantier).

#### **Attention !**

**L'Entreprise s'engagera sur les marques et références imposées dans les documents (CCTP et Cahiers de Prescriptions) sans qu'elle ait la possibilité de les modifier. Les Variantes sont cependant autorisées, mais l'offre en Base devra respecter les marques et références imposées.**

#### **ECHANTILLONS**

Indépendamment du cas énoncé à l'article précédent, lors de la période de préparation, les Entreprises présenteront au Maître d'œuvre un échantillon des différents matériaux, matériels et ensembles à mettre en œuvre.

Les Entreprises devront se conformer aux modifications éventuellement demandées. Les échantillons seront conservés au bureau de chantier.

#### **ELEMENTS MODELES**

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour justifier, le Maître d'Œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de modèle.

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat.

Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entreprise devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le Maître d'Œuvre. Dans le cas de modifications très importantes, le modèle devra être repris par l'entreprise et remplacé par un modèle conforme. La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le Maître d'Œuvre lors de la demande.

#### **PROCES VERBAUX ET AVIS TECHNIQUES DU CSTB**

Les procès-verbaux et avis techniques du CSTB, certificats d'assurance concernant les matériaux ou principes employés seront fournis soit en même temps que les offres, soit à la demande du Maître d'œuvre.

### **PROTECTION DES MATERIAUX**

Les bois mis en œuvre seront traités par application d'un produit de conservation compatible avec leur situation dans les ouvrages et homologué par le label CTB.

Les métaux ferreux non galvanisés seront protégés par une couche d'antirouille compatible, avant traitement de finition. Les éléments en aluminium seront traités par anodisation de type classe 15.

### **PROTECTION DES OUVRAGES**

Chaque Entreprise est responsable de la bonne conservation de ses ouvrages et équipements ; elle doit donc en assurer la protection.

A la demande du Maître d'œuvre, les matériaux de protection (films plastiques, cartonnages, etc...) seront enlevés par l'Entreprise. L'Entreprise aura à sa charge tous les remplacements des protections qui s'avéreront nécessaires jusqu'à la réception.

### **SPECIFICATION DU MATERIEL**

Tout matériel proposé par l'Entreprise sera présenté pour accord au Maître d'Ouvrage et à la Maîtrise d'Œuvre accompagné d'une fiche technique complète et d'une copie de la proposition technique du fabricant.

Les matériels et appareillages devront faire l'objet d'un agrément ou d'un label de qualité.

Les appareils et matériaux utilisés devront être de la meilleure qualité, répondant exactement aux conditions nécessaires à la bonne exécution des travaux et à un fonctionnement correct des installations.

**NOTA** : Il est à noter que le Maître d'Ouvrage attachera la plus grande importance à la qualité du matériel proposé par l'Entreprise.

### **00.3.6 - DIMENSIONNEMENT DES ELEMENTS**

Les différents dimensionnements d'éléments indiqués au CCTP sont donnés à titre indicatif. L'entreprise devra prévoir les dimensionnements supérieurs si la réalisation des ouvrages le nécessite.

### **00.3.7 - RECEPTION ET QUALITE DES SUPPORTS**

Lorsqu'un ouvrage exécuté par une Entreprise constitue le support de la prestation d'une autre Entreprise, celle-ci doit réceptionner le support.

Si elle estime le support non conforme, elle doit le signaler par écrit au Maître d'œuvre.

A défaut d'observation écrite signifiée en temps utile et au plus tard, 8 (huit) jours avant le début prévu de sa prestation, l'Entreprise sera réputée avoir implicitement accepté le support et restera responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences que ces erreurs pourraient entraîner.

### **00.3.8 - ESSAIS ET CONTROLES**

#### **FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS (COPREC)**

Chaque Entreprise devra pour approbation, la fourniture des plans techniques en 2 exemplaires, au plus tard 10 jours avant la date de démarrage des travaux donnée par l'ordre de service.

Les Entreprises devront effectuer, avant réception, les essais et vérifications figurant sur les listes établies par le COPREC dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées (listes des essais et vérifications de fonctionnement sont dans le COPREC n° 1 paru dans le Moniteur du Bâtiment et des Travaux Publics).

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux qui devront être adressés par les entreprises au Maître d'ouvrage en 2 exemplaires, avant la réception des travaux (les modèles de PV sont dans le document technique COPREC n° 2 paru dans le Moniteur du Bâtiment et des Travaux Publics).

Si nécessaires, les différents essais acoustiques seront à la charge des Entreprises au compte des dépenses communes (compte prorata).

Les essais de fonctionnement doivent être impérativement effectués pour les installations suivantes :

- installations électriques
- équipements chauffage
- équipements ventilation

### **OUVRAGES TRADITIONNELS**

Les essais stipulés dans les D.T.U., normes AFNOR, documents techniques auxquels il est fait référence dans le CCTP, sont demandés par le

Maître d'œuvre, et à la charge de l'Entreprise qui réalise l'ouvrage.

### **OUVRAGES NON TRADITIONNELS**

Tous les ouvrages et éléments d'ouvrages non traditionnels au sens administratif et des assurances devront avoir fait l'objet d'un avis technique du CSTB et avoir été accepté par la Commission Technique de l'Assurance.

Les ouvrages devront être réalisés conformément aux prescriptions et conditions de validité de l'avis technique et des documents qui y sont annexés (en particulier cahier des prescriptions techniques).

Ils devront, en outre, respecter les conditions spéciales et limites d'utilisation formulées par la Commission Technique de l'Assurance. Toute dérogation à ces dispositions devra faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

Il pourra être demandé :

- la fourniture de procès verbaux d'essais significatifs
- la réalisation d'essais, contrôles, épreuves justifiant l'aptitude à l'emploi de l'ouvrage

Ces essais sont à la charge de l'Entreprise.

### **00.3.9 - TOLERANCES ET RECEPTION DE SUPPORTS**

Les tolérances admissibles pour la réalisation des ouvrages devront respecter les règles suivantes :

#### **Tolérances dimensionnelles**

Elles devront satisfaire aux conditions établies dans les documents suivants :

- "Tolérances dimensionnelles du gros-œuvre des bâtiments traditionnels et assimilés" établies par l'UTI dans les annales n°357 de Juin 1977 (par convention, les stipulations de ce document sont étendues mutatis mutandis à l'ensemble des ouvrages extérieurs et intérieurs d'aménagement et d'équipement des bâtiments)
- "Normes AFNOR PO 1 - 101 de juillet 1964" dimensions de coordination des ouvrages et éléments de construction
- DTU et recommandations professionnelles mentionnées dans les divers CCTP

Le non-respect des tolérances peut entraîner deux conséquences :

- des incidences financières sur les corps d'état de manière à respecter néanmoins la qualité finale du produit : le litige se règle dans ce cas, directement entre corps d'état avec arbitrage éventuel du Maître d'œuvre
- des défauts qui ne peuvent être rattrapés par les autres corps d'état ; dans ce cas, après avis du Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre peut demander soit la démolition et la réfection de la partie d'ouvrage incriminé, ces travaux étant à la charge des entreprises responsables, soit accepter de ces mêmes entreprises un dédommagement justifié

### **Réception des supports des différents revêtements**

La réception des supports doit être effectuée contradictoirement par les Entreprises concernées.

Aucun revêtement (horizontal ou vertical) ne doit être exécuté sur un support jugé défectueux par l'entrepreneur chargé du revêtement. Les observations doivent être signifiées par un écrit au Maître d'œuvre et en même temps à l'Entreprise ayant construit le support, afin que celle-ci puisse remédier en temps utile aux défauts constatés.

A défaut de ces observations par écrit, l'exécution totale ou partielle d'un revêtement comporte implicitement l'acceptation définitive et sans réserve du support par l'Entreprise chargée du revêtement.

### **États des surfaces**

Ce sont, sauf dispositions contraires, celles définies dans les DTU 59.1 : Travaux de peinture.

- chapitre III : subjectile pour les ouvrages à peindre ou restant non peints

### **Prise en charge des supports**

Une entreprise ne doit pas prendre en charge un support pour la réalisation des travaux dont elle a la charge avant de s'être assurée que ce support lui permette la réalisation de ses travaux conformément à leur objet technique et esthétique tel qu'il est défini dans le dossier.

Elle doit en l'occurrence réceptionner contradictoirement le support avec l'entreprise qui l'a réalisé et, en cas d'inaptitude à l'emploi (en particulier non respect des tolérances), le support devra être mis en conformité aux frais de l'entreprise responsable, l'arbitrage du Maître d'œuvre pouvant, le cas échéant, être recherché.

Faute à l'Entreprise de susciter cette réception, sa responsabilité sera recherchée en cas de non conformité du produit fini.

## **00.3.10 - OUVRAGES DOUTEUX**

### **ESSAIS SUR OUVRAGES DOUTEUX**

Des essais pourront être demandés dans le cas où la tenue, le non fonctionnement de certains ouvrages seraient douteux ou non conformes aux documents contractuels.

Le processus de ces essais sera défini par le Maître d'œuvre après accord du Maître d'Ouvrage.

Ils seront pris en charge :

- par l'Entreprise si les résultats lui sont défavorables ou s'il s'avère que ces essais étaient justifiés du fait du non respect de certaines dispositions contractuelles ;
- par le Maître d'Ouvrage dans le cas contraire.

La réalisation des essais, contrôles et épreuves est effectuée en présence du Maître d'œuvre, par l'Entreprise si elle dispose des moyens suffisants ou par un organisme spécialisé dans le cas contraire.

#### **REMPLACEMENT DES OUVRAGES DEFECTUEUX**

Les matériaux ou fournitures jugés défectueux ou non conformes à la qualité prescrite, seront refusés et remplacés, en cours d'exécution ou lors des réceptions de travaux, conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

#### **00.3.11 - RIGUEUR DU PRIX FORFAITAIRE**

Le C.C.T.P. et la série de plan donnent les caractéristiques des travaux à prévoir pour une parfaite exécution et complète finition.

En cas d'incertitude ou s'il apparaissait sur les documents susmentionnés des omissions ou des erreurs, les entrepreneurs devront compléter leurs renseignements auprès du Maître d'Oeuvre ou parfaire et suppléer à un manque d'indications et aux omissions.

En conséquence, le prix souscrit dans l'acte d'engagement correspond à des travaux réalisés entièrement et en parfait état de finition.

Il est formellement stipulé que le prix forfaitaire comprendra tous les ouvrages utiles à l'exécution convenable et complète des travaux, de façon que leur achèvement dans les conditions déterminées par les plans et les C.C.T.P. ne donnent lieu à aucun supplément.

Ne seront pas considérés comme travaux "en plus", et de ce fait, ne pourront donner lieu à un ordre de service ou à des comptes, tous les travaux nécessaires à l'entier et parfait achèvement de l'ouvrage dans le cadre des plans et C.C.T.P. souscrits en parfaite connaissance de cause, et partant, l'Entreprise ne pourra réclamer aucun supplément en s'appuyant sur ce que les désignations mentionnées sur les plans et C.C.T.P. pourraient présenter d'incomplet ou de contradictoire ou sur des omissions évidentes qui pourraient se révéler.

Les prix comprendront implicitement les frais relatifs à l'exécution des travaux, notamment les frais d'assurance, etc. ..., suivant les prescriptions du C.C.A.P.